



INTERVIEW

**Pascal DELWIT***Politologue et professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles*

 Rémi LEFEBVRE, *Faut-il désespérer de la gauche?*, Paris, Éditions Textuel, 2022, 160 pages.
Élections françaises

« À gauche, il manque une position forte sur les questions socio-économique »

À un mois et demi des élections françaises, dans une course à la présidentielle marquée, entre autres, par un affaiblissement impressionnant des structures collectives d'encadrement politique, une fracturation grandissante de la gauche et une montée de l'extrême droite et de la pensée réactionnaire, le politologue Pascal Delwit nous livre son analyse de la situation.

Quelle est la particularité de ces élections présidentielles ?

Ce qui me marque le plus dans cette course à la présidentielle, c'est le grand affaiblissement des structures collectives d'encadrement politique. Ce phénomène avait déjà été observé aux élections présidentielles de 2017, mais il s'est encore accentué. Si vous regardez les élections de 1981, de 1995 ou même encore celles de 2002, les candidats sont directement issus de structures collectives telles que le parti socialiste, le parti communiste, le Rassemblement pour la République (RPR), etc. En 1981, le PS compte environ 200.000 membres, le parti communiste 500.000 membres tout comme le RPR à peu de chose près. Aujourd'hui, Europe Écologie Les Verts compte au mieux 15.000 membres, le PS et le parti communiste aux alentours de 45.000 membres, dont beaucoup sont par ailleurs très âgés. Le parti Les Républicains (LR) a officiellement 139.000 adhérentes après avoir atteint 372.000 en 2007. Quant à la République en marche et la France insoumise, ce ne sont pas des structures collectives à proprement parler, mais des partis-plateformes digitales.

Par conséquent, on assiste à l'entrée en lice de candidates et candidats qui déboulent sans structure collective derrière eux. C'est le cas de Éric Zemmour. Ou de candidats dont les structures les soutiennent comme la corde soutient le pendu. C'est un peu le cas de Valérie Pécresse au sein des Républicains dont la victoire n'est pas forcément souhaitée par tout le monde au sein de sa propre formation.

L'élection française à la présidentielle de 2022 est donc une élection, quasiment au sens littéral, de

personnes qui ne correspondent pas aux clivages existant dans la société. Cela s'illustre très bien par le paradoxe autour de Éric Zemmour, Marine Le Pen ou encore Valérie Pécresse : on cherche à savoir qui est le plus à droite, le plus anti-musulman, le plus nationaliste... Alors que les questions qui sont les plus importantes dans les segments de la société sont plutôt d'ordre socio-économique ou environnemental.

Quelles seraient les causes de cet affaiblissement ?

Il y en a beaucoup, mais, schématiquement, on peut citer deux éléments principaux. Le premier est une diminution du poids des grands conflits historiques, des clivages qui structurent et divisent la société et qui opposent deux camps. Ces clivages se traduisent politiquement par le vote lors d'une élection. Le clivage socio-économique, le plus connu, oppose la gauche et la droite sur les questions économiques mais il y a aussi les clivages philosophiques, centre-périphérie, ville-ruralité... Aujourd'hui, ces clivages structurent moins qu'avant la société.

Le deuxième élément, qui touche beaucoup à la problématique de la gauche en France, est qu'il n'existe plus de lien mécanique entre « être de gauche » en tant qu'acteur politique individuel et se positionner en priorité sur le clivage socio-économique. Si vous analysez l'évolution de la social-démocratie, force est de constater que sur les dix dernières années, il y a eu un effondrement tendanciel spectaculaire. L'hypothèse principale, que je défends notamment, est ce détachement entre les partis sociaux-démocrates et la promotion de

la question sociale ; donc un manque d'une position de gauche clairement affirmée sur les questions socio-économiques. Non seulement un manque de position mais aussi de politiques publiques lorsque ces partis sont au pouvoir. Il en résulte qu'une partie des classes populaires salariées soit ne vote plus pour un parti de gauche, soit ne vote plus du tout.

Il existe bien entendu des nuances suivant les situations mais cette observation peut se faire dans toute l'Europe. En 2017, 63% des ouvriers qui ont voté ont opté pour un candidat de droite (37% Marine Le Pen et 16% Emmanuel Macron), alors que Jean-Luc Mélenchon ne captait que 24% d'entre eux et Benoît Hamon, 5%.

Christiane Taubira n'a pas réussi son pari de rallier la gauche, pourquoi ?

Pour percer en tant que candidate ou candidat à une élection, il faut une rencontre entre une attente et l'incarnation d'une attente. Prenons l'exemple d'Emmanuel Macron. Historiquement, la droite française est une droite peu libérale sur les questions de société. C'est une droite conservatrice sinon réactionnaire. Vous n'avez pas l'équivalent de ce qu'on a eu en Belgique, un parti libéral sur les questions socio-économiques mais aussi libéral sur les questions de société. Valérie Pécresse, qui incarne la candidate du parti historique de la droite, ne peut pas être qualifiée de libérale sur les questions de société. Emmanuel Macron répondait à l'existence de catégories de citoyens et citoyennes qui ne sont pas vraiment à gauche socio-économiquement mais qui ne sont pas non plus conservateurs sur les questions de société. Éric Zemmour incarne quelque chose qui existe his-

ce n'est à une attente d'une partie des électeur-rices de gauche, très conscientisé-es, préoccupé-es de voir les scores des candidat-es de la gauche tellement bas dans les sondages. Mais, ce sont d'abord les catégories populaires qui constituent l'électorat premier de la gauche. Vous ne gagnez pas une élection juste en séduisant les catégories éduquées, qui vivent dans les grandes villes de France.

De plus, les conditions pour qu'elle puisse percer comme candidate de rassemblement de la gauche n'ont jamais été remplies, et ce dès le départ. Christiane Taubira a incarné l'idée que la gauche pouvait compter si et seulement si tous les autres candidats se retiraient. Or, la grande majorité des candidates et candidats de gauche n'ont jamais annoncé qu'ils se retireraient en fonction des résultats de la Primaire Populaire. Les deux seuls à avoir fait une ouverture à ce sujet sont Anne Hidalgo et Arnaud Montebourg, deux candidats qui comptent très peu dans cette campagne.

C'est une candidature de romantisme. Elle ne veut pas laisser Éric Zemmour, Marine Le Pen et Valérie Pécresse occuper tout le terrain.

Pourquoi la gauche n'arrive-t-elle pas à s'unir ?

Il me semble qu'à gauche de manière générale, il y a une coalition à faire entre deux grandes catégories : les classes populaires salariées et les classes moyennes salariées. Ce n'est pas simple car leurs attentes ne sont pas toujours les mêmes. Les classes moyennes salariées sont moins socio-économiquement de gauche, plus libérales et plus inquiètes des problématiques de société, en particulier l'environnement. Les classes populaires salariées, elles, sont préoccupées de leurs conditions de vie. Et cela se traduit principalement par des inquiétudes concernant les conditions matérielles, les niveaux du salaire et les conditions de logement. Pour illustrer cette tension entre ces deux catégories, on peut prendre un exemple belge : la situation à Watermael-Boitsfort avec la Ferme du Chant de Cailles. Une partie des habitant-es de la classe moyenne salariée souhaite la mise en place d'une ferme urbaine sur plusieurs hectares, normalement destinés à la construction de logements sociaux pour les classes populaires salariées. Cela amène fatalement à une fragmentation de la gauche aujourd'hui.

Ce sentiment d'abandon des classes populaires par la gauche explique-t-il le vote à l'extrême droite ?

Ici, on peut pointer deux éléments explicatifs qui reviennent régulièrement. Le premier porte effectivement sur le sentiment des classes populaires de ne

pas être entendues, notamment sur la question sociale et du logement, mais aussi parfois sur l'insécurité. En France, si vous habitez dans une banlieue populaire, la question de l'insécurité au quotidien est réelle et problématique. Si nous n'avez pas d'emploi, votre vie au jour le jour se passe dans votre lieu de résidence et non pas sur votre lieu de travail. Il y a donc ce sentiment objectivement fondé d'une forme d'abandon.

Et puis un deuxième élément tient au fait que les classes populaires salariées ont changé. Dans les années 1950 et 1960, leur image renvoie aux très grandes entreprises et aux bataillons de mineurs, de métallurgistes, de sidérurgistes ou de travailleurs du textile... Aujourd'hui, les classes populaires salariées constituent un phénomène beaucoup plus éclaté, moins encadré syndicalement, et plus mélangé en termes d'origines. Au bout du compte, vous avez un référent qui est nettement moins clair. Vous ajoutez à cela une dimension symbolique. Jusque dans les années 1980, à gauche, la classe ouvrière comportait une dimension héroïque. Tout le monde voulait en être et la défendre. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

À J-40 de l'élection, est-il possible de prédire qui sera au premier ou au deuxième tour ?

Quarante jours avant l'élection, c'est proche mais aussi très lointain d'un point de vue politologique. La cristallisation ne s'est pas encore produite. On ne sait donc pas répondre à cette question à ce stade mais je peux vous donner un sentiment.

Je pense que ce sera très difficile pour Éric Zemmour de casser le plafond de verre de l'électorat réactionnaire. Son but actuellement est de glaner des électeur-rices réactionnaires qui votent normalement pour Valérie Pécresse ou qui pourraient hésiter entre les deux. Après sur le deuxième tour, je reste prudent car vous êtes aujourd'hui à des intentions de vote où le deuxième candidat est à 15%. Si vous pouvez passer au deuxième tour avec 15% ou 16%, il y a beaucoup de candidats potentiels sur la liste.

À gauche, il n'est pas inimaginable de penser que les intentions de vote à 15 jours des élections vont réorienter une partie des électeur-rices en fonction du candidat qui a le plus de chance de passer au deuxième tour. En l'état actuel des choses, c'est Jean-Luc Mélenchon qui est en tête mais rien ne peut dire que ce sera toujours le cas dans quelques semaines. De plus, son positionnement international le rattrape après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Un autre élément fondamental d'une élection c'est son agenda. Il y a trois mois, se déroulait la COP 26 à Glasgow. Tout le monde disait qu'on allait droit dans le mur au niveau écologique mais depuis, le temps a passé et force est de constater



Certain-es candidat-es risquent de payer au prix fort leur soutien à Vladimir Poutine par le passé.

qu'aujourd'hui le thème de l'écologie est très peu évoqué dans la campagne électorale française. Dans la même idée, il est clair que si l'élection avait eu lieu il y a trois mois, juste après la COP 26, Yannick Jadot serait beaucoup plus haut dans les intentions de vote. Mais l'agenda a partiellement changé. La question de l'impact de l'augmentation des prix énergétiques préoccupe plus les électeur-rices aujourd'hui que la question du caractère soutenable de notre modèle actuel.

Pendant des semaines, la structuration de l'agenda politique s'est opérée sur une « dimension identitaire » et des propos de droite radicale : la valorisation d'un « France éternelle », de la « bonne » France d'antan, de la blanchitude, la condamnation des woke, des risques de la *cancel-culture*, etc. Tout cela occultait nombre d'enjeux cruciaux.

Bien évidemment, la guerre en Ukraine modifie elle aussi la donne. Elle recentre l'attention à la fois sur la question – la guerre aux frontières de l'Union européenne – et sur le président de la République, en première ligne. Qui plus est, elle confronte certain-es candidat-es à leurs errements en matière internationale : Eric Zemmour, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon. Il est impossible d'anticiper la longueur de la nouvelle focale que constitue cette guerre. Mais, il paraît peu vraisemblable, tant l'évènement est majeur, qu'elle s'estompera avant le scrutin. #

Propos recueillis par Élodie JIMENEZ et Stéphanie BAUDOT

<https://www.la-croix.com/France/election-presidentielle-dates-sondages-candidats-resultats-info>

« Ce sont d'abord les catégories populaires qui constituent l'électorat premier de la gauche. »

toriquement en France, quelque chose que les Républicains et le RPR avant eux n'ont pas fait jusqu'au bout, et que le FN a partiellement abandonné, c'est la pensée réactionnaire, au sens littéral. Cette pensée réactionnaire est très forte en France. C'est dans ce pays qu'il y a eu la Révolution française, c'est aussi dans ce pays qu'on a principalement théorisé la pensée réactionnaire. De tout temps, il y a eu un courant réactionnaire intellectuel mais également sociétal. On sait qu'il existe en France 10% à 15% des gens qui se sentent investis d'un retour à l'ancien. Éric Zemmour incarne beaucoup cela.

A contrario, dans le cas de Christiane Taubira, on ne cerne pas à quelle attente elle répond exactement si